

Denise Meunier résistante

**« Allons
au-devant
de la vie... »**

« Je veux vous aider... »

Denise Meunier est née le 6 janvier 1918, dans le 1^{er} arrondissement de Paris, d'un père sommelier et d'une mère caissière dans de grands cafés (Le Tréport, Paris, Soissons, Fontainebleau, Dieppe). « À ma naissance, j'ai été placée en nourrice à 50 kilomètres de Paris, à Montargis, jusqu'à l'armistice du 11 novembre 1918 : ma mère, comme tous les Parisiens, craignait des bombardements par la "Grosse Bertha" » (Canon spécial allemand de très longue portée, ndlr.)



Fontainebleau

Rachel (née Charles)
et Eugène Meunier, 1925.

Photo prise à Dieppe, où ils ont tenu la
Brasserie du Casino en saison.





En 1926, ils s'installent à Rouen.

Je suis issue d'une famille qu'on pourrait qualifier de petite bourgeoise, toute petite même. Mon père, beaucoup plus âgé que ma mère, était veuf, et j'avais des demi-frères et demi-sœurs, mais j'étais fille unique de ma mère.

Mon père était en quelque sorte alors semi-retraité, et ensemble, ils tenaient une maison dans laquelle ils sous-louaient des chambres meublées. Politiquement, ils n'étaient pas engagés ; en tout cas, ils n'étaient pas de gauche. Ma mère m'a dit que mon père, plutôt anticlérical, avait été approché, sans suite, pour devenir franc-maçon ; il nous avait raconté qu'à dix ans, il était des enfants qui descellaient les pavés pour monter la Barricade de la rue Lenoir de la Commune de Paris.

D'origine belge wallonne, ma mère tenait à mon éducation religieuse, bien que non pratiquante. J'ai ainsi été baptisée, j'ai fait ma communion solennelle, j'ai reçu ma Confirmation. J'ai été marquée par tout ça, jusqu'à être en âge de réfléchir par moi-même, mais très vite, j'ai cessé d'aller à la messe... »

Sa mère, grande lectrice qui rêvait d'ouvrir une librairie de beaux livres, lui apprend à lire. Denise est scolarisée à huit ans, à Rouen, à l'école communale. La bibliothèque familiale lui ouvre notamment les portes de la "Bibliothèque verte" – sous contrôle strict maternel – : « *J'aimais bien Pierre Loti, mais je n'avais pas accès à certains de ses livres jugés trop romantiques !* » Son appétit littéraire et artistique en fait vite "une première permanente" de ses classes. Par la gratuité de l'École normale (logée, nourrie, habillée) qui séduit ses parents après l'École primaire supérieure (le lycée est payant), elle entre à l'École normale d'Institutrices de Rouen en 1935. Elle est 1^{re} du concours d'entrée. Denise a dix-sept ans.



Draguignan - 1924



1929-1930

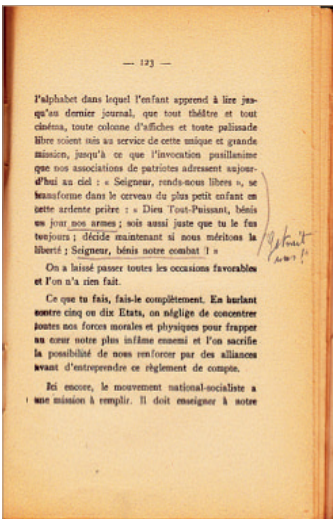
« ... J'avais deux profs femmes, d'histoire et de français, communistes ou "communisantes", qui m'ont marquée, par leurs idées de justice sociale, de fraternité et par l'importance qu'elles accordaient à l'art et la littérature... »



La bibliothèque de l'École normale n'accueillait guère de littérature contemporaine, sauf sous la pression des professeurs. Je tombe sur André Malraux, dont je dévore les grands titres humanistes et antifascistes, puis l'Espoir (sur son engagement direct aux côtés des Républicains espagnols, publié en 1937) : j'y rencontre les luttes des opprimés dans le monde. J'achète dans une librairie progressiste Mein Kampf de Hitler : je savais ce que c'était, mais j'ai quand même été horrifiée par son extrémisme dans tous les domaines. »

Contexte :

La guerre des fascismes coalisés (espagnol, italien, allemand), contre l'Espagne républicaine du Front Populaire Espagnol, vainqueur aussi par des élections démocratiques, fait rage depuis juillet 1936. Léon Blum, chef du gouvernement du Front Populaire en France, a lancé, le 1^{er} août 1936, un pacte européen de non-intervention en Espagne (très soutenu par le Royaume-Uni) entre les démocraties et les pays fascistes.



Mein Kampf annoté de sa main en 1937.
Archives personnelles D. Meunier

Denise fait bientôt partie d'un "Groupe" informel, « ... *LE Groupe, avec un grand G !...* », d'amies normaliennes traversé par l'antifascisme, la justice sociale, les idéaux républicains. « *Nous étions nourries des idées de la Révolution Française : Bara, Viala, un gosse de douze ans, c'étaient nos héros de 1789, et rapidement, nous nous sommes considérées comme sympathisantes communistes. Nous nous réunissions après le repas, le soir, pour discuter. La proximité de notre groupe avec notre prof d'histoire fut assez forte pour qu'elle nous parle de son retrait du Parti communiste au moment des "Procès de Moscou"* » (1936 à 1938, ndlr.) La découverte de ces réunions donne lieu à une fouille dans les pupitres. Sa directrice, « ... *qui était une Lorraine de droite, mais patriote...* » y découvre le bulletin *l'École Libératrice* du Syndicat national des instituteurs aux positions de gauche et antifascistes fortes, alors interdit d'accès en ces lieux, comme tous journaux, et envoie un rapport au ministre de l'Éducation nationale

du gouvernement de Front Populaire, Jean Zay. Elles sont passibles de renvoi. Ce dernier répondra que ce n'est vraiment pas bien et qu'il y aura sanction si cela se reproduit...

« ... Nous étions très inquiètes pour notre avenir, mais ce ton nous a vite rassurées. Cela nous a plutôt donné envie de rire, tandis que ma directrice était toute contente de nous lire la réponse que le ministre en personne lui avait adressée !... »

La majorité civile était alors à 21 ans.

Le courrier des normaliens devait être déposé dans le bureau de la directrice "non cacheté" et en 1937, une élève avait enfreint ces directives. *« La directrice était également notre prof de philo, et dans sa classe nous nous sommes solidarisées en annonçant que nous avons toutes fait ça. Ainsi, au cours suivant, elle demanda : Qui ? Nous nous sommes toutes levées. « Je ne laisserai pas les soviets s'installer ici ! », nous répondit-elle. La suite, c'est punition collective : privation de sorties. Mais nous avons saisi le syndicat sur la punition (collective, c'est interdit) : elle fut finalement annulée. »*

Début juillet 1937, c'est le voyage de fin d'année de sa promo avec ses professeurs, à Paris, *« où nous visitons notamment l'Exposition internationale de 1937 : les pavillons soviétiques et allemands se faisaient face, et au pavillon espagnol, j'ai vu le tableau Guernica tout neuf de l'indignation de Picasso. Je l'ai d'abord vu du point de vue émotionnel, quel choc ! »*

L'œuvre avait été commandée à Picasso par le chef du gouvernement Républicain espagnol, pour son pavillon de l'exposition de Paris, après le bombardement de Guernica par l'aviation allemande en avril 1937. Elle mesure 7,8 m x 3,5 m.





Ma première manifestation – à l’insu de mes parents – c’est le 14 juillet 1937, à Rouen. C’était formidable, plein d’allégresse, c’était le triomphe du Front Populaire. Il y avait certains de mes professeurs parmi les manifestants, et des jeunes en costumes de sans-culottes avec des bonnets phrygiens. C’était à la fois plein de gaieté et de joie, mais aussi de sérieux et de combativité.

... J’approfondis mes convictions antifascistes en lisant tout sur le sujet de la guerre d’Espagne : là est un déclic qui me fait m’engager plus avant. Le jeudi, à l’École normale, était jour de promenade (“en uniforme réglementaire et en rangs”) dans la campagne environnante. Nous passions devant un camp de baraquements aménagé grâce aux dons de solidarité avec la République espagnole. Des parents espagnols y envoyaient leurs enfants pour les soustraire aux bombardements. Nous avons pu nous éclipser du groupe pour apporter du linge et autres à des fillettes de six à quatorze ans, dont certaines nous ont chanté des chants espagnols républicains, et je crois aussi “La jeune garde”. D’un coup, un avion civil est passé dans le ciel, et elles se sont toutes jetées à terre. Tu ne peux pas savoir l’effet que ça m’a fait... mon engagement n’en fut que plus déterminé...

Par ailleurs, des organisations ouvrières avaient lancé des collectes de lait à l’École normale, avec nos profs probablement, pour distribution dans ces camps. »

« Avec la première place, il y avait un prix spécial en livres. L’un fut une histoire de l’art, et l’autre était au choix : j’ai pris Les grands cimetières sous la lune de Georges Bernanos. Un pamphlet contre la répression franquiste en Espagne. Quand ma mère a vu et compris ce livre, elle m’a fait une scène : « Un livre communiste, te voilà une fille perdue ! » Elle apprendra après la guerre que sa directrice, au moment de la “débâcle” de 1939 avait quitté l’École normale en abandonnant les élèves à leur sort, et qu’elle fut momentanément destituée de l’enseignement à la Libération pour cette raison.

Nommée à Saint-Saëns à la rentrée scolaire 1938-1939, sa directrice d’école lui met une telle pression qu’elle en



Juillet 1938 à l’École normale de Rouen.
Denise a fini son
École normale – première
de Promo – et elle y reste comme
volontaire pour préparer l’accueil de la
promotion suivante.

fait une jaunisse. Sollicitée, son ex-directrice d'École normale lui obtient un changement provisoire à Dieppe (école Florian), jusqu'en Juillet. Sa rentrée scolaire 1939-40 sera à Rouen à l'école Legouy, dans le quartier Martainville, où elle vit la "drôle de guerre" « ... Je bénéficiais du départ d'une institutrice qui, sentant arriver la guerre, était partie avec sa famille se mettre à l'abri en Afrique du Nord. Ce quartier a été détruit par les bombardements en 1944... »

Contexte :

La fin de l'été 1939 voit à la fois le pacte germano-soviétique, l'invasion de la Pologne par Hitler, la déclaration de guerre de la France et l'Angleterre à l'Allemagne, et l'interdiction du Parti communiste français par le gouvernement Daladier (signataire des accords de Munich).

Des milliers de communistes sont en prison, dont la moitié du Comité central du PCF. Le décret-loi du 10 avril 1940, acté par le président Daladier, généralise la peine de mort pour propagande communiste, l'assimilant à la propagande nazie. Un tableau joint, établi au 1^{er} mars 1940, des mesures de répression contre les communistes, fait état de 10 550 perquisitions, 3 400 arrestations, 489 internés administratifs et 100 condamnations par les tribunaux militaires dont 14 condamnations à mort.

Le régime de Vichy (né en juin 1940), dès les premiers actes de Résistance armée (1941), d'origine communiste ou non, offrira à l'armée allemande d'occupation ce vivier carcéral pour y puiser des otages à fusiller.

« ... À propos du pacte germano-soviétique, j'ai été, comme beaucoup, un peu perturbée. Mais très vite, j'ai accepté l'argumentation des communistes : les démocraties actrices de la non-intervention en Espagne, puis signataires des accords de Munich (septembre 1938, ndlr.) qui livraient la Tchécoslovaquie à Hitler, ne pouvaient voir que d'un bon œil le nazisme envisager d'attaquer l'URSS... Ses clauses secrètes (le partage de la Pologne, et le reste) nous

étaient... secrètes. Me sentant de plus en plus proche des idées communistes, je ne pouvais pas mettre en doute l'attitude des soviétiques qui étaient, pour le Parti communiste français, la référence absolue. Ce pacte me paraissait néanmoins "contre nature"... »

En juin 1940, l'armée allemande entre en France par les Ardennes. C'est l'exode.



Exode français
Juin 1940
Photo © Lelivrescolaire.fr

« ... Le maire du Val de la Haye – mari d'une sœur de mon père – nous avait proposé de nous réfugier chez lui en cas de risque de bombardement. Depuis Rouen, à pied, avec mes parents et des voisins, nous voilà sur la route le long de la Seine. L'armée française avait organisé l'incendie de toutes les raffineries de pétrole au bord du fleuve, spectacle dantesque, dont la chaleur insupportable demanda de s'écarter par les collines. L'armée française canalisait le flot des réfugiés, on a été mitraillés (par avion, ndr.) : on avait les allemands à nos trousses. Des troupes refluaient en sens inverse. Avec tout ça et les barrages militaires, nous voilà entraînés dans une direction imprévue. À Bourg Achard, arrêt dans un château occupé par une unité de l'armée en déroute depuis Bich, en Lorraine, sans provisions autres qu'un reste de sardines, et du pain dur donné par la troupe sur sa part. Les vaches mugissaient dans les

prés, car non traites, mais personne, parmi les réfugiés, ne savait le faire (la fuite devant les bombardements était d'abord celle des citoyens, ndlr.) Les officiers avec voitures ont annoncé aller chercher des camions, mais nous ne les avons plus revus, abandonnant leur troupe. C'était ça l'élite de l'époque !... »

Contexte :

Dans la partie nord de la France, entre 6 et 8 millions de personnes fuient par la route l'avancée de l'armée allemande vers le sud jusqu'à son terme par l'armistice, la vallée de la Loire, qui va baser la limite entre "Zone occupée" et "Zone non occupée". La France métropolitaine comptait alors 41,5 millions d'habitants.

Ils ont continué ainsi à pied vers le sud, à 150 km de leur point de départ (sans les détours), en vivant d'expédients contre la faim, jusqu'au terme d'Alençon, dans l'Orne, où ils tombent sur l'armée allemande.

« ... Ça a duré une semaine, on s'arrêtait aux heures chaudes, et le soir, on trouvait une ferme ou une grotte calcaire pour dormir. Dans une grange en vue d'Alençon, un valet de ferme vend deux canetons à ma mère. Puis, d'un coup, on a entendu une vague de bombardiers arriver et vu et entendu tomber leurs bombes pas loin sur la gare d'Alençon. On a su après le massacre provoqué : beaucoup de réfugiés attendaient des trains... Avec nous également, il y avait deux soldats en déroute, et deux vieilles filles qui, entendant les bombes faire trembler les murs dans un bruit infernal, se sont agenouillées et mises à prier avec leurs chapelets lorsque les explosions cessaient momentanément. "Merci mon Dieu, merci mon Dieu", sans penser à ceux qui prenaient les bombes sur la figure. Et pendant ce temps, ma mère finissait de plumer ses canetons, au son alterné des prières et des bombes, dans cette galerie improbable de personnages. Cette scène, c'était surréaliste. Le lendemain, dans la grange, une pétarade nous réveille : c'est l'avant-garde motocycliste des allemands. L'exode



Lorient - 1940
Par son demi-frère,
peintre et photographe.

est fini. Les deux soldats obtiennent des vêtements civils du valet de ferme et disparaissent. Et nous, retour à Rouen. Ça a mis moins de temps qu'à l'aller, car les allemands, pressés de dégager le passage, nous chargeaient souvent avec d'autres réfugiés sur leurs camions... »

Contexte :

Le 22 juin 1940, le Maréchal Pétain signe l'armistice avec l'armée allemande.

Denise est nommée institutrice à Dieppe en septembre 1940, à nouveau à l'école Florian.

« Dieppe était pour moi un lieu familial fort : mon père, avant la guerre de 1914, et avant d'épouser ma mère, avait été gérant du café des tribunaux de 1895 à 1898. En 1926-1927, tous les deux ont tenu la Brasserie du Casino au bord de la plage ; petite fille, j'y jouais sur la pelouse. Pendant mon École normale, ils assuraient les buvettes de différents champs de courses, dont Dieppe : j'adorais les courses de chevaux.

J'étais nommée dans le quartier populaire du Pollet, au pied de la falaise de sortie du port : toutes mes élèves



Dieppe

étaient des filles de pêcheurs, dont deux habitaient dans les "gobes", des trous dans le calcaire : leurs parents survivaient par la pêche, à pied, des coquillages (les moules) et crustacés. »

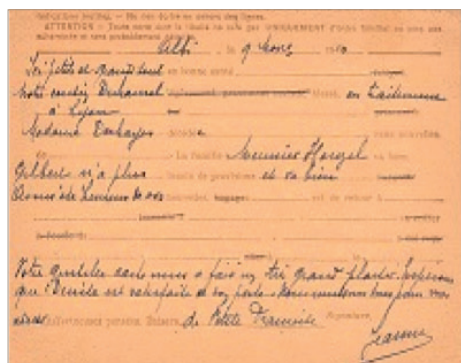
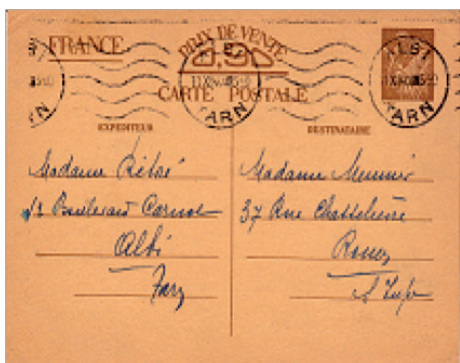
J'avais un CM1-CM2, et je suis très fière d'avoir fait réussir à toutes le Certificat d'études... Mais en même temps, nombre de pères pêcheurs disparaissaient quand leurs bateaux sautaient sur des mines...

Car le drapeau à croix gammée flotte sur les établissements publics, les pancartes sont en langue étrangère, des policiers ou des soldats réclament en allemand des papiers dans la rue.

À Rouen, déjà, avec ma mère, il avait fallu d'abord aller à la kommandantur pour faire valider notre carte d'identité française par un tampon Allemand... On avait le sentiment de ne plus être chez soi, tu ne peux pas imaginer combien c'est insupportable. Etre occupé par une puissance étrangère est affreux, mais l'être par les Nazis était bien pire encore. Le livre d'histoire fourni pour ma classe avant la guerre était de Pierre Brossolette. Je le vois disparaître de la circulation peu après mon arrivée : Pierre Brossolette avait rejoint le Général de Gaulle à Londres. Pour le courrier familial entre la zone occupée et la zone dite libre, il fallait passer par des cartes interzones pré-rédigées, on avait droit à deux lignes. En plus du problème général d'alimentation, dans les écoles, on manquait de tout : pour économiser, on arrêtait le chauffage la nuit. Le matin, en hiver, froid de canard : destinée aux porte-plumes, l'encre pouvait être gelée dans les encriers. On gardait vestes et manteaux jusqu'au réchauffement par le poêle... »

« Le rationnement, avec le temps, se lisait sur le visage de mes élèves, par carence en vitamines. Les légumes "non contingentés" par le rationnement, c'étaient les topinambours – au goût acceptable – et les rutabagas, destinés auparavant à l'alimentation animale. Mais deux légumes peu nutritifs. Comme moi, dans les familles, à la dernière semaine du mois, les réserves étaient vides. C'était alors direction la campagne : si c'était la famille, les prix étaient

normaux, mais sinon.... Et puis il y avait le marché noir, alors là, les prix étaient exorbitants. Derrière chez ma mère, à Rouen, il y avait les immeubles de l'Assurance sociale dont les jardins n'étaient pas entretenus. Elle a obtenu de pouvoir y défricher et faire un potager : les haricots, les petits pois qui y ont poussé faisaient figure de luxe, et encore plus les pommes de terre, pour leur qualité nutritive. Elle confectionnait, comme beaucoup, des "pâtés sans viande" composés de pain, de lait, de légumes contingents ou ceux qu'elle cultivait, et d'aromates, qui donnaient l'illusion de rassasier. Mon grand-père maternel était cordonnier, et ma mère savait réparer aussi les chaussures en cuir de vache à l'aide d'un "pied de fer". Je la vois encore faire, c'était chaque semaine, pour beaucoup de gens...



1

2

Archives personnelles Denise Meunier

1 2 Carte interzone adressée à sa mère par une tante.

3 Son livret de tickets de ravitaillement, avec son adresse : 24 rue Saint Rémy, Dieppe.
« On disait tickets de rationnement »



3

J'ai toujours ce "pied de fer", témoin du pillage de la France agricole pour le service de la guerre nazie : le cuir, dans l'armée, c'est vital pour l'équipement. »

Contexte :

Octobre 1940 : décrets antisémites de Vichy, de persécution passive, portant "statut des Juifs" notamment l'interdiction d'exercer dans la fonction publique.

Elle a 22 ans. Un samedi d'octobre 1940, alors qu'elle arrive à la gare de Dieppe pour son train vers Rouen, deux collègues institutrices qu'elle connaissait, l'une ancienne de l'École normale et l'autre de l'école Legouy, « dont Suzanne Costantin, morte à Auchwitz », lui présentent Valentin Feldman, professeur de philosophie à Dieppe.



On a vite sympathisé dans le train. Je suis allée plusieurs fois en ville, à Dieppe, chez lui. Je crois bien avoir été une rare amie... Son prénom russe, c'était Vladimir, que sa mère avait francisé. Je n'ai jamais pu penser qu'il était déjà en Résistance active (et je n'imaginai pas ce que c'était) malgré des signes : un jour, en promenade ensemble le long de la plage de Dieppe garnie de barbelés, il me dit, les montrant : « voilà la limite du camp de concentration occidental. » Entre octobre 1940 et avril 1941 nous avons ainsi pris le train ensemble chaque fin de semaine depuis Dieppe en discutant de l'actualité (notamment via le journal local, collabo, de Dieppe, La Vigie, je crois), et nos avis se rejoignaient. C'était aussi un bel homme, en plus de son charisme... Je descendais à Rouen, et lui continuait (vers Paris où enseignait sa femme ?). Il n'affichait pas ses opinions ostensiblement. Un jour, je lui ai demandé des nouvelles d'un philosophe, René Maublanc, qu'il m'avait dit connaître (prof de philo à Henri IV, blâmé en 1941, révoqué en 1942 pour son antifascisme.) Il m'a entraînée dans le couloir et m'a reproché discrètement d'en citer le nom devant d'autres voyageurs. Et au printemps 1941, il me donne une brochure anti-nazie Révolution et Contre-Révolution au XX^e siècle de



Valentin Feldman. Photo argentique
sépia, annotée "1941"
Archives personnelles
Denise Meunier.

Biographie : voir articles Web dont
Mediapart du 29 mars 2013, ndlr.

Georges Politzer (publiée clandestinement en février 1941, ndlr.) *Elle répondait à une conférence de Rosenberg, idéologue nazi, prononcée au Palais-Bourbon en France le 28 novembre 1940 : une charge contre les idées de la Révolution française. Je l'ai lue attentivement, et lui ait rendue. Nos relations se sont modifiées : il m'est devenu clair qu'il était communiste de cœur et d'attache au PCF, et résistant, par la diffusion clandestine de la brochure. Chez lui, en avril 1941, je lui ai dit : « Je veux vous aider ». Il m'a alors fait le tableau de l'organisation en "triangles", des risques et des contraintes, notamment couper toute relation amicale entre résistants... C'est ainsi que je ne l'ai plus revu jusqu'en décembre 1941...*

Né en Russie en 1909 dans une famille juive laïque, il arrive en France avec sa mère en 1922. Agrégation de philo à Henri IV. Il mène un combat antifasciste depuis les années trente. Il adhère au Parti communiste en 1937. Dans son Journal de guerre, il écrit (juillet 1940) : « Résumons-nous : l'extrême servitude vous redonne le goût de la première, de la primitive liberté. Il y a des limites à la servitude : il n'est pas de limites au refus. »



Ses biographes, proches, ou les témoins s'accordent : *« Une lucidité hors du commun. »* Il voulait en découdre les armes à la main avec le nazisme : en 1939, il s'est engagé dans l'armée. Blessé et décoré.

Contexte :

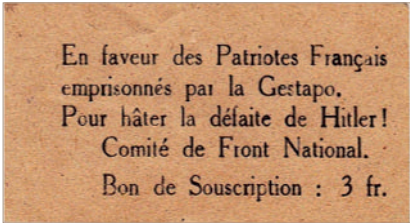
Le 15 mai 1941, le Parti communiste français clandestin crée le "Front national de lutte pour l'indépendance et la liberté de la France", ouvert à tous les patriotes, qui s'organise en juillet suivant avec la création de son bras armé, les Francs-tireurs et partisans français (FTP). Le 2 Juin 1941, les décrets antisémites sont durcis, ils passent de la persécution passive à l'active, en obligeant les juifs à se présenter dans les commissariats, "pour recensement" par exemple.

Le 22 juin 1941, Hitler attaque l'Union soviétique. À Dieppe, en 1941, les alliés, par les Anglais, continuent de bombarder régulièrement le port.

« Il y en avait toutes les nuits. C'est pendant une de ces périodes de bombardement que le ministre de l'Éducation nationale de Vichy, un certain Jérôme Carcopino, convoque à Dieppe les enseignants à une réception dans le cadre d'une "Visite de courtoisie à M. le Kreiskommandant" (Commandant militaire d'arrondissement, soit Dieppe, ndlr.) On a eu droit à un beau discours chantant les louanges du maréchal devant les autorités locales, le maire (nommé par Vichy, il n'y a plus d'élections, ndlr.) l'archiprêtre de Dieppe, le chanoine ceci, le chanoine cela. L'air sentant les bombes, il n'est pas resté longtemps ! »

Denise intègre simultanément les deux organisations politiques, Front national et PCF. *« Je me suis considérée à la fois comme membre d'une organisation de Résistance, et aussi membre du Parti auquel appartenait Valentin Feldman, le Parti communiste. Ce qui, d'ailleurs, pour moi, ne faisait qu'un. En ce temps là, il n'y avait pas d'adhésion écrite, pas de carte. Tout se faisait oralement... Et c'est aussi mon entrée dans le "brouillard", nom donné à l'action clandestine par les résistants. »*

En juin 1941, par les décrets antisémites, Valentin Feldman est chassé de l'enseignement public à Dieppe, il enseigne ensuite dans le privé, à Luneray (20 kilomètres de Dieppe). *« ... À la rentrée scolaire de septembre 1941, il m'envoie Marie-Thérèse Fainstein, originaire du Havre, institutrice des environs de Dieppe, que je connaissais depuis l'École normale, elle en 1^{re} année et moi en 3^e, pour l'héberger avec son imprimerie clandestine composée d'une machine à écrire et d'une Ronéo manuelle, dans mon petit appartement meublé. Elle était en congé maladie, sur faux certificat d'un médecin ami. »*



En faveur des Patriotes Français
emprisonnés par la Gestapo,
Pour hâter la défaite de Hitler!
Comité de Front National.
Bon de Souscription : 3 fr.

Archives personnelles de Denise Meunier.
La Une de *l'Avenir Normand* du 1^{er} novembre 1941 imprimé chez elle à Dieppe par Marie-Thérèse Fainstein via Valentin Feldman.

Bon de souscription du Front national (1941) imprimé chez elle.

Archives nationales

Marie-Thérèse Fainstein s'installe chez elle et y imprime *l'Avenir Normand*, périodique du Parti communiste clandestin de Dieppe et les tracts du Front national. Valentin Feldman écrit les textes avec Marie-Thérèse Fainstein, il fournit stencils et textes en journée, pendant que Denise est en classe. Marie-Thérèse Fainstein couvre la Ronéo d'une couverture pour le bruit : les deux vieilles filles propriétaires du logement, qui habitent le rez-de-chaussée se montrant plutôt curieuses. Denise place aussi auprès de collègues et d'ami(e)s de confiance des bons de souscription du Front national pour l'aide aux militants incarcérés, ou le financement de la propagande. « *Se procurer du papier et de l'encre était compliqué. Leur vente était contingentée.* »



Le 20 octobre 1941, le responsable des troupes d'occupation en Loire-Inférieure, le lieutenant-colonel Karl Hotz, est abattu à Nantes par des résistants. En représailles, les autorités allemandes d'occupation fusillent, le 22 octobre 1941, 48 prisonniers pris comme otages à Châteaubriant, Nantes et Paris. Deux jours après, le 24 octobre 1941, 50 autres otages sont fusillés au Camp de Souge à Martignas-sur-Jalle, près de Bordeaux après l'exécution d'un autre officier, Hans Reimers.

La Une de "L'Avenir Normand" du 1^{er} novembre 1941, imprimé chez elle à Dieppe. Archives nationales.

Journal de guerre

18 novembre 1941 :

« L'aventure n'est pas dans les livres. Être celui qui nie l'aventure parce qu'il fait l'aventure. Et non pas dans le silence docile d'une nuit où, follement, librement, la conscience fuit son propre néant. »

Valentin Feldman

... Mi-décembre 1941, Marie-Thérèse Fainstein me dit qu'elle ne va pas rester, qu'elle doit chercher une autre planque, car elle a appris qu'elle était recherchée par la police... » Elle emmène la machine à écrire, et Denise cache momentanément la Ronéo dans le logement d'une collègue malade retournée dans sa famille.

« Un soir, peu avant Noël 1941, Valentin Feldman est venu m'attendre à la fin de l'école, s'entourant de précautions en m'attendant sur mon itinéraire de retour chez moi près d'un pont, habillé en ouvrier. Il était devenu totalement clandestin. Il m'annonce qu'il ne fournira plus textes et stencils, « une nouvelle personne le fera, à tel endroit, à tel moment ». Avant de me quitter : « Je vous remercie pour ce que vous faites pour nous ». Ce seront les derniers mots que j'entendrai de lui... »

La police de Vichy avait repéré le passage de Marie-Thérèse Fainstein chez Denise. *« ... Et très vite, les ennuis ont commencé pour moi. Heureusement, nous nous étions accordées – pour le cas où – : je l'hébergeais "car elle était brouillée avec sa famille"... »* Elle subit perquisitions et interrogatoires : revenue à Rouen dans sa famille pour le Nouvel an 1942, deux inspecteurs font irruption : *« ... Le premier fait du zèle au rez-de-chaussée, il fiche tout en l'air, épluche tout le courrier familial. L'autre, dans ma chambre de l'étage, en ma présence, n'a pas vraiment fouillé : j'avais imprudemment dissimulé des documents sous mon matelas, ce qui n'était pas très malin ; je me suis empressée de le soulever moi-même, en faisant tout pour que les documents restent invisibles. Il n'a pas cherché*

plus loin. Il a ouvert ma bibliothèque, a feuilleté un ou deux livres, sans conviction. Pour moi, il a fait semblant. Il ne voulait tout simplement pas me livrer aux allemands. Il faut dire que dans la Police française, sous l'occupation, il y a eu toutes sortes d'attitudes. Ceux qui faisaient leur boulot sans zèle particulier, leur sale boulot, cela dit. Mais aussi ceux qui étaient patriotes, et fermaient les yeux sur certaines choses. Il y a même eu des policiers résistants. J'ai donc eu une chance inouïe. L'interrogatoire leur a été tout autant infructueux. »

Après les décrets antisémites, cette irruption policière chez sa mère l'inquiète et l'inquiétera beaucoup : elle s'appelle Rachel. De retour à Dieppe en janvier 1942, la police lui a donné rendez-vous à la gare, elle est suivie de loin depuis la gare, et sa gardienne la prévient qu'elle est attendue (policiers dans l'escalier les nuits précédentes). Elle en conclut qu'une souricière est tendue. Nouvelle perquisition immédiate par deux inspecteurs : une cache de documents se montre efficace (double fonds d'un fauteuil), mais elle passe devant un juge d'instruction : « ... *Sans plus de résultat. En le quittant, j'ai l'impression qu'il me met astucieusement en garde en m'annonçant rester suspecte et que mon courrier serait surveillé, et sous-entend : voire ouvert. Il n'était pas obligé de me donner ces précisions. De retour dans mon logement, je réalise que l'institutrice malade chez qui j'ai caché la Ronéo (et qui l'ignore) m'écrit régulièrement pour le suivi de ses affaires personnelles, et que j'ai ses clefs. Et deux jours plus tard, Denise Parise (future épouse Dufrique, maire de Montreuil), une camarade résistante, qui aurait pu tomber dans la souricière, vient me voir : par elle, je fais enlever en urgence la Ronéo. »*

En février 1942, retirée de l'action par sécurité, elle apprend néanmoins que Marie-Thérèse Fainstein a été arrêtée peu après avoir quitté son appartement. Et quelques jours plus tard, sur le chemin de son école, elle la croise entourée de deux gendarmes. « *Ça devait être un transfert de prison, le regard que nous nous sommes adressées reste gravé pour moi à vie.* » (Après la guerre, Marie-Thérèse Fainstein est

revenue vivante de déportation du camp de Ravensbrück, mais en mauvaise santé. Elle a été très active pour la mémoire de la déportation, décorée de l'ordre de Commandeur de la Légion d'honneur le 31 août 2013, ndlr.) Dans cette même période, elle apprend l'arrestation (5 février 1942) de Valentin Feldman. Il sera fusillé au Mont Valérien en juillet 1942 avec cette apostrophe aux soldats allemands qui lèvent leurs armes pour l'abattre, rapportée par l'aumônier affecté aux exécutions : « *Imbéciles, c'est pour vous que je meurs !* » Une plaque rappelle aussi sa mémoire au Musée de l'Homme.

Contexte :

En juin 1942, le gouvernement de Vichy organise par la loi le Service du travail obligatoire (STO) qui engage la France à fournir un contingent de travailleurs à l'Allemagne. La France est le seul pays d'Europe à le faire elle-même, et non par ordonnance allemande.

Le 19 août 1942, elle a vécu de près, depuis son abri proche de la plage, le débarquement anglo-canadien de Dieppe (Opération "Jubilee" ndlr.) son échec rapide et meurtrier en fin de journée : sur 6 000 soldats engagés, plus de 1 000 meurent, plus de 3 000 sont prisonniers. Vers 17 h, l'armée allemande fait défiler des prisonniers anglo-canadiens, valides ou non, dans les rues de Dieppe, pour la propagande "d'invincibilité de l'armée nazie". Sur le trottoir avec les spectateurs qui serrent les dents, devant elle, un soldat canadien lance « *vous en faites pas, on reviendra !* » Dieppe est très atteinte, de par les bombardements anglais du port de 1940-1941 et les combats de "Jubilee". Tous les bâtiments du front de mer sont brûlés. La classe de Denise à Dieppe est transférée à Neuville-Ferrières, à 30 kilomètres dans la campagne (logement des enfants et enseignants chez les fermiers). Elle apprécie avec les enfants de pouvoir manger à sa faim, notamment certains petits fromages de Neufchâtel-en-Bray ! « *Je me suis véritablement remplumée !...* »



Plage de Dieppe - 1942

Contexte :

Par les décrets antisémites, une de ses amies du "Groupe" de l'École normale est destituée de ses fonctions d'institutrice (Denise l'apprend en novembre 1942). Les Alliés débarquent en Afrique du Nord le 8 novembre 1942. Le 11 novembre 1942, l'armée allemande met fin à la "zone non occupée" en s'y établissant. Débarquement allié en Sicile le 10 juillet 1943.

Photo (exceptionnelle...) prise le 14 juillet 1943 par son logeur de Neuville-Ferrières, M. Couaillier.

La cocarde dans les cheveux et le ruban de la gerbe sont tricolores...

La BBC avait invité à manifester le 14 juillet 1943 sans donner de consignes précises. Il y eut quelques rassemblements, au Havre et à Vannes où près de 2 000 personnes se répandirent dans les rues principales et où un magasin de couture exposa des robes de mariées bleu-blanc-rouge.

À Rennes, à 18 h, des groupes importants stationnèrent en silence pendant dix minutes devant des édifices publics.

Son fermier logeur de Neuville-Ferrières écoute Radio Londres et elle entend un appel à commémorer le 14 juillet 1943 (célébration interdite par Vichy). Il confectionne une gerbe et, malgré les risques, elle la dépose le soir au monument aux morts de Neuville-Ferrières près de l'église.

« ... Ce n'était pas très malin de ma part, vu ce qui venait de m'arriver avec la police. Les autorités étaient au courant de cet appel, et là où il y a eu des dépôts de gerbes, elles ont disparu assez rapidement. Il y avait une messe le lendemain et certains ont bien dû la voir !... ».

Le surlendemain, sa gerbe avait disparu.



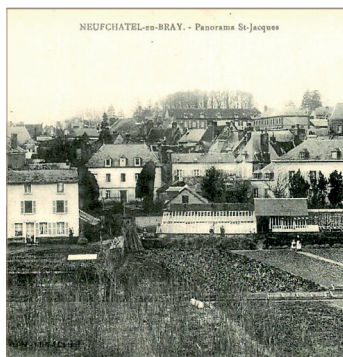
Denise a 25 ans. À Neuville-Ferrières, un envoyé de l'état-major Francs-tireurs et partisans (FTP) de Rouen lui demande de devenir agent de liaison avec eux.

« Les agents de liaison à temps complet, ce n'était pas dans les moyens des FTP. Des occasionnels avec temps libre, des jeunes filles qui passaient plus facilement les barages, c'était mieux. Mon vélo, c'était l'arme des femmes. Et mon pseudo, c'était Michel(e) qui ne disait pas si j'étais homme ou femme... J'ai ainsi parcouru la région en transportant des messages, des tracts, des journaux. Un contact régulier venait me voir à la ferme. J'ai aussi convoyé des réfractaires au STO, vers mon contact de l'état-major des Francs-tireurs et partisans de Rouen, que je reconnaissais par des signes convenus (journal sous le bras et autres...). À Neufchâtel-en-Bray, tout près de Neuville-Ferrières, des fermiers cachaient un aviateur anglais dont l'avion avait été abattu, et m'avaient contactée par le biais de l'instituteur. Ils recherchaient une filière d'évasion. C'était l'affaire des réseaux, j'en ai parlé à l'état-major des Francs-tireurs et partisans, qui a trouvé un contact que je leur ai signalé. Mais entre-temps, ils avaient trouvé, en faisant bénéficier un deuxième aviateur caché chez un curé. J'allais aussi faire le tour des secrétaires de mairie (souvent des instituteurs qui ajoutaient ce rôle à leur travail dans les petites communes, ndlr.) pour récolter des cartes d'alimentation, notamment pour les clandestins et les réfractaires au STO. Ainsi une institutrice secrétaire de mairie me signale un jeune réfractaire qui veut entrer dans la Résistance. Après rendez-vous avec lui, je l'emmène à Rouen vers mon contact de l'état-major des Francs-tireurs et partisans. J'ai su plus tard qu'il était allé dans le maquis de Barneville-sur-Seine (des grottes calcaires dans la forêt). Maquis est un bien grand mot comparé à ceux de la zone sud : ils étaient une dizaine, armés de leurs prises aux Allemands. Ils faisaient surtout des sabotages. Victimes d'une dénonciation, ils ont été cernés par les Allemands, abattus (comme mon jeune réfractaire) ou déportés. J'étais donc passée de la Résistance civile à la Résistance armée en devenant agent de liaison des FTP : ce passage comprenait l'ordre d'abattre individuellement des soldats allemands ou des vichystes de combat.

Il avait soulevé au début bien des réticences, c'était très difficile à intégrer, pas comme l'attaque d'un groupe, un sabotage. Et il n'y avait pas de démocratie délibérative dans la Résistance, l'organisation était de type militaire... Après la libération, j'ai pu apprendre que notre chef, à la fois du Front national et des FTP de Seine Inférieure, dont je ne connaissais que le pseudo de "Claude", était André Defrance, revenu vivant de déportation, décédé en 1952. »

(Biographie André Defrance : voir Wikipédia, ndlr.)

Neufchâtel-en-Bray
1940



Elle est chargée d'accompagner un groupe FTP en décembre 1943, « *Huit résistants que je ne connaissais pas, sauf un, mon contact...* », de la gare de Neufchâtel-en-Bray (ville où était prévue une action militaire qui n'a pas eu lieu, le site était trop surveillé) en retour vers Rouen par train en transportant leur mallette d'armes (deux revolvers) et leurs vêtements de rechange, pour un rendez-vous en gare de Rouen. « *... Des imprudences manifestes, de passer du matériel et des armes, de rassembler des résistants, dans une grande gare, tout ça était réprouvé clairement par les règles de sécurité, mais c'était comme ça...* » Car un contrôle exceptionnel avec fouille par feldgendarmes et la police française est en place en gare de Rouen, auquel elle ne peut échapper. Une première ruse pour nier l'évidence ne fait pas long feu. « *J'ai du ouvrir la mallette, et j'ai fait l'étonnée en découvrant ce qu'il y avait dedans. J'ai crié immédiatement : « ... Monsieur, monsieur, en direction des camarades déjà sortis qui n'étaient plus rattrapables... J'ai expliqué aux policiers que la mallette n'était pas à moi, que ma valise était très lourde, chargée de victuailles depuis la campagne pour mes parents, et qu'un monsieur s'était proposé de la porter en me laissant sa mallette, et qu'il avait disparu...* » Elle est emmenée le soir au commissariat central de Rouen (cinq autres camarades seront arrêtés suite à plusieurs autres imprudences). « *... Autre négligence de ma part, j'avais un message écrit à remettre à Rouen, dans mon soutien-gorge. J'aurais dû l'apprendre et le détruire, mais je n'en ai pas eu le temps. Heureusement, c'était l'heure du repas, et les policiers sont partis manger, en me laissant à une garde*

moins attentive. J'ai fait semblant de bâiller, et j'ai avalé le papier !... » Placée dans un bureau avec Paulette Michaut, elle a le temps de construire avec elle une fable de circonstances : « *Dans la continuité de la version de la mallette, nous allions jouer les jeunes filles naïves, gentilles et innocentes utilisées à l'insu de leur plein gré par la résistance.* » Mais arrive immédiatement sur l'affaire le sinistrement connu Alie, chef régional de la "brigade spéciale antiterroriste", "le Touvier normand", qui les sépare immédiatement et les interroge.

Contexte :

Nées en 1943, ces brigades de chasse aux résistants (renseignement, torture, assassinat, disparition, déportation) souvent sans statut officiel ou nom, existaient dans un "no-human's land" installé entre la police de Vichy et la Gestapo, sans regard de la Justice. Elles recrutaient dans les officines les plus ultras du régime de Vichy dont la milice, voire dans la réserve des voyous accoutumés aux violences rémunérées. Elles vont faire des dégâts organisationnels et humains considérables dans tous les réseaux. Le 2 février 1943, la défaite de l'armée allemande devant Stalingrad consacre la victoire de l'URSS sur Hitler.

Déférée devant un juge, elle est internée à la prison Bonne Nouvelle de Rouen, "le donjon", pendant quatre mois, dans la même cellule que Paulette Michaut, institutrice, et Berthe Ravaud, ouvrière du textile. « *Âgée de plus de cinquante ans, marquée par le travail, qui cachait un des FTP chez elle* », toutes FTP tombées dans la nasse de la gare, ou rapidement après. « *... Au début, on a voulu nous séparer. On nous considérait, sinon comme des terroristes, au moins comme des complices. Quand j'ai dit qu'on venait de passer une semaine entière entre le commissariat et le Palais de justice, et que, si on avait des choses à se dire, on se les était dites, ils en ont convenu... Peut-être bien que ça les arrangeait aussi de ne surveiller qu'une seule cellule...*

Denise Meunier



Paulette Michaut



Photos anthropométriques prises le 8 décembre 1943 par la police de Vichy le jour de leur arrestation. Données à Denise par des résistants qui avaient fouillé les locaux de la police de Vichy de Rouen à la Libération, et qui la connaissaient.



Couteau de la résistante
Berthe Ravaud
© Photo Catherine Chapusot

« Les conditions étaient dures, sans table ni chaises, avec une alimentation de prison en temps de guerre, une lasse avec du pain, avec une fois par semaine un morceau de viande bouillie. Une écuelle et une cuiller, c'est tout. On a un jour mangé cette soupe dans l'écuelle trop chaude à quatre pattes par terre. À l'occasion d'une alerte aérienne qui nous envoie à la cave avec les femmes de droit commun, elles nous apprennent à fabriquer un couteau avec une baleine de corset. Berthe – qui préférerait qu'on l'appelle Madeleine – en avait un, et nous fabriquons trois couteaux de fortune. J'ai toujours aujourd'hui le mien, gardé précieusement en sa mémoire. Pas de chauffage, on s'enroulait dans les couvertures des paillasses des lits en fer. Le WC, c'était un seau avec couvercle pour trois. Ma mère avait tenté de nous faire parvenir un petit miroir dans un pâté sans viande, cache qui a été découverte. Heureusement, la surveillante nous fournissait en livres de la bibliothèque. Je me souviens de l'Histoire des civilisations de l'orient et l'Empreinte du Dieu, de Maxence Van der Mersh (Goncourt 1936). L'infirmière était une sage-femme condamnée pour avoir pratiqué un avortement, une faute extrêmement grave à l'époque. Elle m'avait à la bonne, c'est elle qui m'a fourni, sur un calque très fin, une carte de la situation militaire. Et Stalingrad nous a fait chaud au cœur en février...

Au début de notre incarcération, à l'occasion d'un parloir avec ma mère, je l'ai prévenue que j'allais lui faire parvenir une chaussure soit-disant à raccommode (les prisonniers pouvaient envoyer du linge à nettoyer ou réparer à leur famille) contenant un papier dans la semelle : j'avais entendu Alie, derrière une porte, dans le commissariat de notre arrestation, se vanter d'arrestations de gens que nous connaissions, et surtout de sa méthode d'utiliser de faux résistants pour obtenir des renseignements. Et il parlait de le faire avec un certain perceuteur de Rouen, dont je savais qu'il était des nôtres. Le message était de le faire prévenir, ce qui a été fait. »

Denise Meunier et Paulette Michaut

Denise est à nouveau interrogée par Alie à la prison, « *nos deux mères, à Paulette et moi, avaient obtenu un rendez-vous avec Alie où de fait, elles avaient confirmé et appuyé notre version d'innocentes écervelées manipulées* ». Puis, Denise et Paulette sont transportées, « *... je me souviens, une traction noire...* », au siège de la gestapo pour un nouvel interrogatoire. « *... Je ne suis pas sûre que les gestapistes aient été convaincus par nos proclamations d'innocence !...* » Mais un bombardement aérien anglais, ciblé sur la gestapo, bien renseigné par la Résistance, dit-elle, « *les bombardements massifs d'altitude soulevaient bien des réticences chez les résistants intérieurs, par les dégâts et victimes collatérales qu'ils causaient* », détruit de façon bienvenue cet antre nazi situé près de la gare de Rouen, avec son contenu de relevés d'interrogatoires. « *Ainsi, Alie devait-il aussi certainement voir le vent tourner : pendant les derniers interrogatoires il prenait un ton forcé de bienveillance qui sonnait faux. Nous, on pensait tout simplement qu'il avait la trouille.* » Paulette Michaut et Denise sont libérées sans jugement fin mars 1944. Berthe Ravaud, fichée depuis sa solidarité avec les réfugiés espagnols sera déportée et mourra à Ravensbrück. « *Ma mère, après notre départ, a continué à lui apporter des colis jusqu'à ce qu'elle soit livrée aux allemands par la police française.* » Une rue porte son nom à Petit-Couronne (76).

Denise a 26 ans. Elle retrouve immédiatement un poste d'institutrice à Quincampoix, fin mars 1944. « *... Sans jugement, je n'étais pas radiée de l'enseignement. Mes parents avaient même touché mon traitement pendant la prison. J'ai dû me tenir tranquille quelque temps...* » Après le débarquement de Normandie du 6 juin 1944, malgré les risques accrus – et après un débriefing obligé par l'état-major FTP – elle reprend du service résistant, cette fois dans la clandestinité complète : elle met son inspecteur d'Académie devant le fait accompli en le rencontrant avec Paulette Michaut : elles lui annoncent leur « *disparition momentanée de leur poste d'institutrice* ». L'inspecteur n'a pas pipé mot. Une imprimerie est cachée à Duclair (lieu-dit "la Fontaine") chez le "Père Beck", fermier d'origine

alsacienne. Elle y édite les tracts et journaux clandestins des FUJP (Forces unies de la jeunesse patriotique), des Jeunesses communistes et *l'Avenir Normand*, jusqu'à la libération de Rouen en août 1944. *« J'avais des faux papiers, je m'appelais Françoise Vaillant, née en Bretagne dans un endroit incontrôlable. »*

Son "triangle de sécurité" est alors composé d'elle-même, de Roland Leroy (cheminot, futur directeur de *l'Humanité*) et de Fernand Morel (ouvrier agricole puis menuisier, pseudo "Pépin", employé de la toute neuve Sécurité sociale à Rouen après la libération, décédé en 1982). Elle épousera ce dernier le 18 août 1945, et aura quatre enfants.

Le jour de la libération de Rouen, Fernand, son futur mari, est venu la chercher à vélo à Duclair. (rive nord de la Seine, ndr.) *« Ce jour-là, des soldats allemands avaient traversé la Seine à la nage en abandonnant leur fusil sur la berge, que nous ramassons, et nous voilà tous deux à vélo pour Rouen, fusils en bandoulière ! »* En ce lendemain d'occupation des bâtiments publics par la Résistance, ils se retrouvent occupants-campeurs, entres jeunes des Jeunesses patriotiques, de l'immeuble de l'état-major des chemins de fer allemands, Boulevard de l'Yser, libéré par son grand groupe FTP (dont Roland Leroy, Pierre Toutain, Bernard Lawday, Georges Touroude, Germaine Gervais, Jeanne Malenfant, future épouse Leroy), les jours précédents en faisant des prisonniers allemands.

« L'épuration ? On ressort souvent la honte des femmes tondues, mais aucune organisation de résistance n'avait jamais poussé à ça, au contraire, nous clamions notre réprobation. Mais ils se sont heurtés à la colère et aux frustrations, je dirai, "de bas instincts de la populace". Par contre, j'ai assisté à une scène qui m'a marquée : j'avais été libérée de prison mais en restant suspecte, et j'ai été convoquée par la police pour m'expliquer. Oui, oui, après la libération !... Pendant que je rédige ma déposition, un inspecteur, dans la pièce à côté, avait fait s'agenouiller, électrodes aux mains, un commerçant acteur de marché noir et autres trafics, en lui faisant répéter : « Je demande pardon à la France ». C'était écœurant, de ce sale type policier

qui avait probablement fait la chasse aux résistants. J'en ai encore le dégoût sur les lèvres. À la Libération, Alie a été recherché, retrouvé et arrêté. À son procès, il a envoyé sa femme chez nos mères pour obtenir nos témoignages en sa faveur. Nous ne l'avons pas fait, ni de témoignage à charge, d'ailleurs, pas besoin de ça, il avait assez de sa- loperies sur la conscience. Il a été condamné à mort et exécuté.» Elle devient simultanément responsable départementale de l'UJFP (Union des jeunes filles patriotes) et membre de la direction départementale des FUJP (Forces unies de la jeunesse patriotique). Elle prend cette fois un congé régulier de convenance personnelle d'un an (année scolaire 1944-1945) pour exercer ses responsabilités. En même temps, elle devient journaliste du journal régional du PCF, *l'Avenir Normand*. « ... Avec la reconstruction, on m'avait envoyée sur le chantier du Viaduc de Barentin, je n'y connaissais rien : un ingénieur m'a parlé de "vérins", il m'a fallu consulter le dictionnaire ! J'ai fait aussi l'interview d'un ancien député radical déporté, qui devait la vie au soutien moral et à la solidarité des communistes de son camp, et qui voulait à tout prix que j'écrive qu'il « leur vouait une reconnaissance éternelle »... de fait, ça n'a pas duré ! »

De retour à l'Éducation nationale à l'automne 1945, Denise est détachée à la réorganisation de l'enseignement technique, départemental puis régional, qui avait été instrumentalisé au service de l'idéologie du régime de Vichy. En 1948, elle reprend son métier d'institutrice. Elle a 30 ans.

De postes en postes (classes uniques) le long de la vallée de la Seine, elle assure aussi des secrétariats de mairie (Le Mesnil sous Jumièges, 1948-1953. Quevillon, 1953-1957). « *Au secrétariat, avant moi, c'était un homme, et la confiance était limitée au début, mais il paraît qu'ils m'ont regrettée !* » Puis elle est nommée à Canteleu (1957-1962, école Gustave Flaubert). Là, elle revient au militantisme en acceptant de figurer dernière sur une liste présentée par le PCF au municipales. Liste non élue, mais c'est elle qui obtient le plus grand nombre de suffrages sur la liste, ce qui fera grogner



Rouen - Après les bombardements d'avril 44, vers la rue du Petit Salut...



Denise Meunier
avec sa carte de vétéran
du PCF en mains en présence de Paul
Billat, député PCF.
27 juin 1982.
Photo DR

nombre de colistiers masculins ! En 1962, déménagement familial à Grenoble, après celui d'une famille d'amis très proches dont le père métallo était un ancien déporté et la mère institutrice.

Elle fut institutrice à Grenoble : école Xavier Jouvin (quartier Saint-Laurent), puis Elisée Chatin (quartier des Eaux-Clares) avant d'acquérir l'appartement actuel à Saint-Martin-d'Hères où elle y termine sa carrière à l'école Paul Bert.

En Isère, après sa retraite en 1974, puis l'insertion professionnelle de ses enfants, elle investit les valeurs de son combat dans l'Association nationale des anciens combattants et amis de la Résistance (Anacr Isère). Elle en est la présidente depuis 2010.

Octobre 2017 :

Ce document a été réalisé par les enfants de Denise Meunier, et porté à l'attention de ses petits-enfants, rassemblant les informations issues d'interviews de journalistes ou d'historiens, de sa transmission orale, notamment via un DVD vidéo, et de son soin de conservation. Sources majeures : interview par Claude Collin, historien. Deux ans d'interviews réalisés par Sébastien Fiatte (cadre mémoire de Master) avec Yann Jobert, un de ses petits-fils, finalisés en un DVD vidéo (3 h, avec version courte, 50 min.).

Denise Meunier, 96 ans

Intervention sur la remise de la Légion d'honneur, le 24 mai 2014 au Musée de la Résistance et la Déportation 38, à Grenoble.



Je suis très honorée de la distinction qui m'est remise, mais je ne suis qu'un maillon d'une grande chaîne et cette Légion d'honneur je veux la dédier à toutes les femmes résistantes. Elles sont souvent oubliées, ignorées. Et pour-

tant elles eurent un rôle essentiel, reconnu par l'historien Henri Noguères qui en parle ainsi :

« Il en fut des femmes dans la Résistance comme il en est quotidiennement des femmes dans la vie. Elle y ont fait toutes les choses qu'elles seules pouvaient faire, ou qu'elles pouvaient faire indiscutablement mieux que les hommes. Elle y ont fait aussi, et tout aussi bien que les hommes, tout ce que les hommes faisaient. »

Leurs motivations étaient les mêmes que celles des hommes : chasser l'occupant, libérer la patrie et éliminer à tout jamais l'idéologie nazie et le pétainisme fascisant. Pour tous et toutes, résister c'était refuser d'être humiliés, asservis, privés de liberté et de la dignité d'être humain.

Les femmes furent plus particulièrement atteintes par un aspect de l'occupation : le rationnement, causé par le pillage des ressources du pays. Pour une mère, c'est terrible de ne pas pouvoir donner à ses enfants la nourriture dont ils ont besoin. Sans compter le manque de vêtements, de chauffage, de produits d'hygiène et d'entretien, les queues à faire à la porte des magasins, tout ce qui rendait leur vie plus difficile.

Lorsque vinrent les exécutions, les massacres, les déportations, elles en furent profondément révoltées et prêtes comme toujours à apporter leur aide aux personnes dans le malheur.



2008, congrès national de l'Anacr à Marseille.



2012, assemblée générale du Comité Saint-Martin-d'Hères/Gières de l'Anacr.

Photo © Patricio Pardo-Avalos



Août 2012, médaille d'honneur de la ville de Dieppe par Sébastien Jumel, maire de Dieppe et vice-président du Conseil départemental de Seine Maritime.

Elles auraient pu se borner à leur rôle traditionnel d'assistance, ce ne fut pas le cas, elles participèrent à la Résistance sous toutes ses formes, comme les hommes. Elles étaient partout : dans les Forces françaises libres, dans les réseaux de renseignement, dans les mouvements, dans la guérilla, les groupes francs de l'Armée secrète, les bataillons FTP et les maquis. Avec une réserve cependant : rares sont celles qui ont combattu les armes à la main, comme Ariel de Vizille et Marie-Jeanne des Chambarrands. Dans l'armée, dans les maquis, elles exercèrent leurs habituelles fonctions d'infirmières, assistantes sociales, secrétaires, partageant la dure vie et les dangers de leurs camarades masculins.

Lors de la création du STO, ce sont bien souvent les femmes qui ont appelé la population à s'opposer au départ des requis : ainsi, à La Mure, elles entraînent 2 000 personnes et les jeunes mineurs de fond ne partirent pas.

Cependant, les femmes participèrent à l'action armée en pratiquant des sabotages, comme Ginette Vincent de Fontaine, ou en fabriquant des explosifs, comme Yvonne Bonthoux de Vizille qui transformait des bouteilles de champagne en cocktails molotov, comme les femmes des FTP-MOI du bataillon Carmagnole-Liberté.

Elles étaient particulièrement nombreuses dans certaines professions où elles rendirent d'énormes services : postières interceptant et transmettant des renseignements, secrétaires de mairie récupérant des cartes de rationnement, fournissant comme Mimi Mingat de Domène des faux papiers aux juifs et aux clandestins.

Mais la mission que les femmes ont accomplie mieux que les hommes ne pouvaient le faire, c'est celle d'agent de liaison. Transporter le ravitaillement, promener le bébé dans son landau, cela justifiait les nombreux déplacements, alors que les hommes étaient suspects, surtout à partir du moment où ils furent réquisitionnés pour le STO. Lors d'un contrôle, une jeune fille paraissait bien inoffensive et le charme féminin pouvait opérer : un sourire et des astuces telles que le bouquet de fleurs sur la valise ou les cerises dans le panier ont permis d'échapper à des fouilles. C'était pourtant une mission rude et dangereuse que de franchir

les barrages en transportant des messages, de l'argent et parfois des armes.

Je pense à mes amies normandes, Paulette Michaut et Jeanne Malenfant, jeunes institutrices, agents de liaison, effectuant par tous les temps (et en Normandie, ça veut dire quelque chose !) des kilomètres et des kilomètres en vélo. Je pense aussi à ma camarade Berthe Ravaud, 50 ans, ouvrière du textile, qui hébergeait dans sa modeste demeure des clandestins FTP, et à Marie-Thérèse Fainstein qui imprimait chez moi un journal clandestin.

Je pense aussi à mes camarades dauphinoises, Monique Rolland, infatigable responsable des agents de liaison de l'état-major FTP de l'Isère, Paulette Roche de Saint-Egrève, Léo Blain et Geneviève dite Germaine du Vercors, Simone Jouandet, et tant d'autres.

On comptait également sur nous pour accompagner (on disait convoier) un réfractaire au STO, le conduire à une cache ou un maquis (on simulait alors un couple d'amoureux). Dans les réseaux d'espionnage, c'étaient aussi les femmes qui convoiaient les pilotes d'avion tombés en France, pour les faire évader.

À toutes ces formes de Résistance organisée, il faut ajouter de multiples actions individuelles : héberger des juifs, recueillir leurs enfants, ainsi que l'ont fait Mimi, Paulette,

La médaille d'Honneur de la ville de Saint-Martin-d'Hères a été remise à Denise Meunier, en 1974, par Charles Rollandin, adjoint au maire Jo Blanchon.

Octobre 2017, médaille d'argent de la ville de Grenoble, Compagnon de la Libération, par Eric Piolle, maire, au cours du Congrès de l'Anacr Isère.



Alice ; héberger des clandestins, ravitailler les maquisards comme Justine Rey-Giraud, providence des Chambarrands où elle hébergeait, nourrissait, habillait ceux qu'elle appelait ses "petits".

Sans toutes ces aides, y compris les plus modestes, anonymes, la Résistance n'aurait pu survivre ni se développer malgré une répression de plus en plus terrible.

Pour les nazis et leurs complices français des brigades spéciales et de la milice, pas de discrimination entre hommes ou femmes pour emprisonner, torturer, exécuter, déporter. C'est toujours aussi douloureux pour moi de penser aux camarades que j'ai connues et qui ont subi l'horreur des camps, à Buchenwald, à Flossenburg, à Auschwitz, à Ravensbrück. Sur le convoi de 230 françaises arrivées à Auschwitz le 24 janvier 1943, 49 sont revenues. Pas la petite Claudine, lycéenne, 17 ans, fille d'une amie, pas mon amie Suzanne Constantin, institutrice... À Ravensbrück, camp spécialement réservé aux femmes, 10 000 sont passées, 2 000 ont survécu. Pas ma camarade Berthe Ravaud, ma compagne de cellule de prison à Rouen avec Paulette Michaut...

Après les multiples actions des femmes, menées au péril de leur vie, on aurait pu penser que leur rôle serait vraiment reconnu au lendemain de la Libération. Or, cela n'a



Remise de l'insigne de Chevalier de la Légion d'honneur au Musée de la Résistance et la Déportation de l'Isère mai 2014, par Mme Guigon, vice-présidente de l'Anacr Ardèche

pas été le cas. Aucune femme présidente d'un Comité départemental de Libération. Une proportion infime des hautes distinctions leur fut accordée :

- Compagnons de la Libération : 1 059 hommes, 6 femmes,*
- Médailles de la Résistance : 46 000 hommes, 3 800 femmes.*

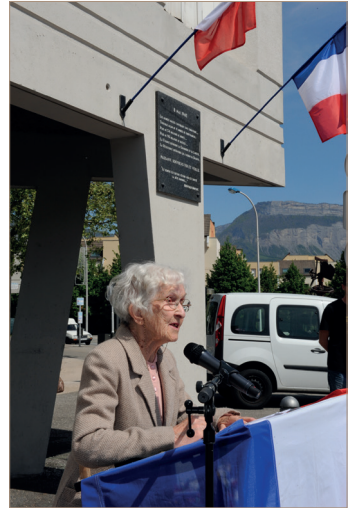
Quant aux statistiques officielles, elles ne laissent apparaître qu'un nombre dérisoire de femmes résistantes par rapport à la réalité.

Pourquoi cette méconnaissance ? Sans doute d'abord parce que très rares sont les femmes qui se sont vues confier de hautes responsabilités. Il n'y en eut qu'une seule sur le plan national : Marie-Madeleine Fourcade, commandant le réseau Alliance. Très peu sur le plan régional. Ainsi, dans la région Rhône-Alpes, même Lucie Aubrac, dont on connaît les exploits et aussi l'activité à Libération sud, n'occupa jamais un poste de direction. C'est seulement au niveau départemental qu'elles exercent des responsabilités élevées. Dans l'Isère, se sont Marie Reynoard, fondatrice du groupe Vérité et du journal Combat (elle est morte en déportation à Ravensbrück) et Margueritte Gonnet, fondatrice du mouvement Libération Sud à Grenoble.

Généralement, après la libération, les femmes sont restées dans l'ombre. Celles qui n'étaient pas rattachées à des groupes de combat ou à des maquis se voyaient refuser le titre de combattante. Beaucoup ne l'ont pas sollicité. Celles qui n'avaient pas été membres d'une organisation, celles qui avaient été des complices et auxiliaires de leur mari, ne se sont pas elles-mêmes reconnues comme Résistantes à part entières. Dans l'ensemble, nous considérons avoir simplement fait ce qu'il fallait faire.

Pourtant, chaque acte de Résistance, quel qu'il soit, participait à la libération de la France.

En conséquence, c'est le poids de toutes les actions accomplies par les femmes qui leur a valu d'obtenir le droit de vote il y a tout juste 70 ans. Il leur a été accordé par la décision de l'Assemblée consultative d'Alger le 24 mars 1944, puis par l'ordonnance du Comité français de libération nationale signée par le Général de Gaulle le 21 avril 1944. Il avait fallu pour cela une longue lutte revendicative



Discours devant la plaque du "8-Mai-1945" à Saint-Martin-d'Hères
8 mai 2013

Photo © Patricio Pardo-Avalos

durant tout le 20^e siècle, mais c'est l'action des femmes dans la Résistance qui a permis qu'elle aboutisse enfin. Notre engagement de Résistantes, c'était de lutter pour la liberté, la paix, la justice, le respect de la dignité humaine.

C'est toujours cette volonté qui nous anime. Nous nous efforçons de la transmettre aux nouvelles générations. Nous sommes fiers à l'Anacr d'avoir enfin obtenu la reconnaissance de la journée du 27 mai, anniversaire de la création du Conseil national de la Résistance comme Journée nationale de la Résistance. Cela fait partie du travail de mémoire, mené fidèlement et intensément par notre association co-présidée par Martine Peters, inlassable ouvrière de l'organisation et de l'expression de notre activité pour que chacun et chacune connaisse le rôle et les valeurs de la Résistance, exerce sa vigilance, sache dire non aux oppressions, aux racismes, aux résurgences fascistes, à la guerre, à tout ce qui porte atteinte aux droits de l'être humain.



Photo © Patricio Pardo-Avalos

Documentation de référence

La résistante d'hier en Seine-Maritime

- Musée de la Résistance et de la Déportation : Musée de l'Isère (Grenoble) et Musée de Forges-les-Eaux (Seine-Maritime) où est conservée notamment son interview complète par Claude Collin, historien.
- Articles Web : Valentin Feldman (Médiapart, mars 2013), Berthe Ravaud, Marie-Thérèse Fainstein, Paulette Michaut (via Victor Michaut), René Maublanc, André Defrance.
- Site Web sur la Résistance en Normandie, reconstituant l'activité de la "Brigade antiterroriste" de Alie : Beaucoudray.free.fr/gestapo.htm Étonnant de précision documentaire et d'intelligence dans la mise en scène (ndlr)
- Institut d'histoire sociale de la CGT de Seine-Maritime

La résistante d'aujourd'hui en Isère

- Association nationale des anciens combattants et amis de la Résistance Isère : présidente déléguée : Martine Peters. Denise étant présidente départementale 38.
- Archives du Dauphiné Libéré, notamment rubrique locale Saint-Martin-d'Hères
- Archives du SMH Mensuel, périodique de la commune de Saint-Martin-d'Hères

BIBLIOGRAPHIE (2017)

- *Mémoires de guerre* Valentin Feldman
- Épreuve, en possession de Denise, d'un livre de Pierre-Frédéric Charpentier, non publié, 340 pages, auquel Denise a contribué : *Choisir sa catastrophe... : Valentin Feldman (1919-1942)*.

2011 : Pierre-Frédéric Charpentier. 49 rue du Martini. 31500 Toulouse. 05 61 20 95 81. pierre.charpentier@9online.fr. Sans doute le résultat le plus exhaustif d'investigations sur Valentin Feldman (ndlr)

Ndlr : Paulette Michaut et Marie-Thérèse Fainstein portaient à l'époque un même nom de jeune fille "Lefebvre", sans aucun lien de parenté. Nous les avons donc présentées sous leur nom futur d'épouse pour éviter les confusions.

Denise Meunier et sa famille remercient vivement la commune de Saint-Martin-d'Hères pour la réalisation de ce document.

